

---

## Une présidence de transition ?

---

Une vision nationale de la seconde Présidence finlandaise de l'Union européenne, juillet-décembre 2006

Teija Tiilikainen

## Teija Tiilikainen

Docteur en Science Politique, Université d'Åbo Akademi. Directrice du Network for European Studies, Université d'Helsinki depuis 2003.

Chercheur, Coordinatrice du Programme European Policy-Making de l'Université d'Helsinki (1999–2000), Représentante Spéciale du Premier Ministre Paavo Lipponen à la Convention qui a siège au Conseil européen de Laeken en 2001 pour préparer la Conférence Inter-Gouvernementale de 2004.

Elle est également membre du Working Group of Sector Research, du Ministère des Affaires Etrangère depuis 1995, membre du Committee for Liberal Adult Education, University of Helsinki, membre du Bureau du Foreign and Security Policy Research, The Swedish Institute of International Affairs à Stockholm et membre du Bureau de la Foundation for Finnish Foreign Policy Research.

## Notre Europe

*Notre Europe* est un groupement indépendant d'études et de recherches dédié à l'unité européenne. L'association a été créée par Jacques Delors à l'automne 1996. Elle se compose d'une petite équipe de chercheurs originaires de divers pays. En tant que laboratoire d'idées sur la construction européenne, le groupement souhaite apporter une contribution aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions.

*Notre Europe* participe au débat public de deux manières : en publiant des études sous sa responsabilité et en sollicitant des chercheurs extérieurs pour contribuer à la réflexion sur les questions européennes. Ces documents sont destinés à un certain nombre de décideurs, académiques et journalistes dans les différents pays de l'Union européenne. Ils sont aussi systématiquement mis en ligne sur le site Internet. L'association organise également des rencontres et des séminaires, le cas échéant en collaboration avec d'autres institutions ou des organes de presse.

*Notre Europe* prend aussi position sur des sujets jugés primordiaux pour l'avenir de l'Union européenne, par la voix de son Président ou de son Conseil d'Administration, qui a en charge, outre la gestion de l'association, la fonction d'orientation et d'impulsion de ses travaux. Un Comité International, composé de personnalités européennes de haut niveau, se réunit une ou deux fois par an afin de traiter d'une thématique européenne importante.

## Résumé

- La Finlande assumera la Présidence de l'Union Européenne pour la deuxième fois en 2006. La politique européenne finlandaise se caractérise par l'engagement de ses élites et l'indifférence de sa population. Des raisons de sécurité nationale, autrefois qui furent déterminantes en faveur de l'accession à l'UE, continuent à peser sur le choix de l'opinion publique. Contrairement aux autres États membres nordiques, la Finlande est dépourvue de puissants partis eurosceptiques. Tous les grands partis finlandais soutiennent l'appartenance de la Finlande à l'Union Européenne tandis que les partis anti-UE occupent une position marginale.
- La Présidence a un programme chargé, dans lequel le traité constitutionnel, l'élargissement de l'UE, l'avenir des sommets de l'ASEM, et les relations euro-russes tiendront une large place. Le gouvernement finlandais prend aussi très au sérieux la mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne et l'avancement du programme de La Haye. En outre, la capacité européenne de gestion des crises, dont les décisions constitutives furent prises lors de la Présidence finlandaise précédente, refait son apparition, car d'importantes mesures devront être prises en ce qui concerne les capacités civiles comme militaires.

# Table des matières

Introduction	1
1 La politique européenne de la Finlande	5
<hr/>	
1.1 historique : de la neutralité à l'adhésion à l'UE	5
1.2 L'Euro apathie finlandaise	8
1.3 Les parties finlandais et l'UE	10
1.3.1 Le Parti social-démocrate (SDP)	11
1.3.2 Le Parti du Centre (KESK)	12
1.3.3 Le Parti du Rassemblement National (KOK)	13
1.3.4 Partis de moyenne importance (VAS <sup>1</sup> , VIHR <sup>2</sup> et RKP/SFP <sup>3</sup> )	14
1.3.5 Partis et mouvements eurosceptiques	15
1.3.6 Organisation de la société civile finlandaise	15
1.4 Des élections européennes de 2004	16
1.5 Le système finlandais et l'entrée dans l'Union européenne	18
2 La présidence finlandaise 2006 de l'UE	20
<hr/>	
2.1 Dans le sillage de la Présidence 1999	20
2.2 Traité Constitutionnel et élargissement	21
2.3 Relations extérieures de l'UE et la PESC	22
2.4 Les politiques internes de l'UE	23
Conclusions	24
<hr/>	
Annexe	25

---

<sup>1</sup> Alliance de gauche

<sup>2</sup> Ligue Verte

<sup>3</sup> Parti populaire suédois

# Introduction

La deuxième présidence de l'UE arrive au moment où la Finlande marque le dixième anniversaire de son adhésion et que les devoirs communautaires sont bien assimilés. La Finlande semble s'être adaptée en douceur aux rigueurs de l'intégration à l'Union. Contre toute attente, la traditionnelle neutralité finlandaise n'a pas freiné la participation de la Finlande à une intégration politique de plus en plus étroite. La Finlande est devenue un bon élève de l'UE, engagée de la première heure dans la zone euro, le seul État membre nordique dans ce cas. Jusqu'à présent, la Finlande n'a pas éprouvé de difficultés majeures à contribuer au développement de la Politique européenne de sécurité et de défense, en dépit de sa politique de non-alignement militaire. Pour ce qui est du système politique de l'UE, la politique de la Finlande reste proche de celle des petits États membres fondateurs, s'exprimant en faveur d'institutions communes fortes et de la méthode communautaire.

Jusqu'à présent la situation intérieure a été favorable à l'intégration européenne et aux changements d'orientation qu'elle suppose. Les sondages indiquent clairement que les Finlandais ne sont pas des euro-enthousiastes. Cependant, tous comptes faits, ils ont envisagé leur adhésion à l'Union en termes de sécurité, ce qui s'est avéré être une base solide. Cette démarche a consolidé le respect du peuple finlandais pour les décisions gouvernementales concernant d'autres questions importantes comme la participation à l'UEM. Politiquement, l'UE fait partie des thèmes qui jouissent d'un consensus national. Les grands partis politiques sont tous en faveur de l'adhésion de la Finlande à l'Europe tandis que les partis eurosceptiques des deux extrêmes bords idéologiques occupent une position marginale.

Cette étude s'ouvre sur un survol historique des circonstances de l'adhésion finlandaise. Les éléments clés de l'identité politique finlandaise y seront soulignés de manière à inscrire les grandes lignes de la politique européenne actuelle dans un cadre précis. On pourra ensuite étudier de plus près cette politique et sa popularité dans le pays. La ligne politique des grands partis politiques finlandais fera l'objet d'une analyse séparée. Cette étude se terminera sur une brève analyse du programme de la présidence finlandaise de l'Union en 2006.

CARTE DE FINLANDE



Source : CIA Country Profile

REPERES

<b>Histoire</b>	La Finlande fut une province puis un grand-duché dépendant de la Suède du 12 <sup>ème</sup> au 19 <sup>ème</sup> siècles, puis un grand-duché autonome de l'Empire russe en 1809. Elle obtint sa complète indépendance en 1917. Pendant la deuxième guerre mondiale, elle réussit à défendre sa liberté et résister aux invasions tentées par l'Union soviétique – bien qu'elle y perdit une partie de son territoire. Au cours du demi-siècle qui suivit, les Finlandais effectuèrent une remarquable transformation d'une économie rurale/forestière en une économie moderne et industrielle diversifiée : le revenu par tête est maintenant comparable à ceux d'Europe occidentale. Membre de l'Union Européenne, la Finlande a été le seul état nordique à entrer dans la zone euro dès sa création en janvier 1999.
<b>Surface</b>	<i>totale</i> : 338 145 km <sup>2</sup> <i>terre</i> : 304 473 km <sup>2</sup> <i>lacs</i> : 33 ,672 km <sup>2</sup>
<b>Population</b>	5 231 372 (juillet 2006 est.)
<b>Structure par âge</b>	<i>0-14 ans</i> : 17.1% (hommes 455 420/femmes 438 719) <i>15-64ans</i> : 66.7% (hommes 1 766 674/femmes 1 724 858) <i>65 ans et plus</i> : 16.2% (hommes 337 257/femmes 508 444) (2006 est.)
<b>Âge moyen</b>	<i>total</i> : 41.3 ans <i>hommes</i> : 39.7 ans <i>femmes</i> : 42.8 ans (est 2006.)
<b>Taux d'accroissement démographique</b>	0, .14% (est 2006.)
<b>Taux de migration net</b>	0,84 immigrant(s)/1,000habitant (est 2006.)
<b>Groupes ethniques</b>	Finnois 93,4%, Suédois 5,7%, Russe 0,4%, Estoniens 0,2%, Roms 0,2%, Same 0,1%
<b>Religions</b>	Église luthérienne de Finlande 84.2%, Grecs orthodoxes en Finlande 1,1%, chrétiens, autres 1,1%, autre 0,1%, aucune 13,5% (2003)
<b>Langues</b>	Finnois 92% (langue officielle), Suédois 5,6% (langue officielle), autres 2,4% (petites minorités russophone et samophone) (2003)
<b>Type de gouvernement</b>	République
<b>Capitale</b>	Helsinki
<b>Découpage administratif</b>	6 provinces (laanit, pluriel - laani) : Aland, Etela-Suomen Laani, Ita-Suomen Laani, Lansi-Suomen Laani, Lappi, Oulun Laani
<b>Indépendance</b>	6 décembre 1917 (de la Russie)

<b>Constitution</b>	1er mars 2000
<b>Droit</b>	droit civil basé sur le droit suédois : le président peut demander à la Cour Suprême qu'elle révise une loi : reconnaît la compétence de la CIJ, avec des réserves
<b>Pouvoir exécutif</b>	<p><i>chef de l'État</i> : Présidente Tarja HALONEN (depuis le 1<sup>er</sup> mars 2000)</p> <p><i>chef du gouvernement</i> : Premier Ministre Matti VANHANEN (depuis le 24 juin 2003) et le Vice-premier Ministre Eero HEINALUOMA (depuis le 24 septembre 2005)</p> <p><i>cabinet</i> : Conseil d'État ou <i>Valtioneuvosto</i> nommé par le Président, responsable devant le Parlement</p> <p><i>élections</i> : président élu au suffrage universel pour un mandat de six ans : Dernières élections le 15 janvier 2006 (Prochaines élections : Janvier 2012) : le parlement élit le Premier Ministre qui est alors nommé par le président</p> <p><i>résultats des élections</i> : pourcentage de voix - Tarja HALONEN (SDP) 46.3%, Sauli NIINISTO (Kok) 24.1%, Matti Vanhanen (Kesk) 18.6%, Heidi HAUTALA (VIHR) 3.5% : Un scrutin de Ballotage entre HALONEN et NIINISTO eut lieu le 29 janvier 2006 - HALONEN 51.8%, NIINISTO 48.2%</p> <p><i>note</i> : coalition gouvernementale - Kesk, SDP, and SFP</p>
<b>Pouvoir législatif</b>	<p>Parlement unicaméral, l'<i>Eduskunta</i> (200 sièges : les députés sont élus au suffrage universel par scrutin proportionnel pour un mandat de quatre ans)</p> <p><i>élections</i> : les dernières ont eu lieu le 16 mars 2003 (les prochaines sont prévues pour mars 2007)</p> <p><i>résultats des élections</i> : pourcentage de voix par parti - Kesk 24.7%, SDP 24.5%, Kok 18.5%, VAS 9.9%, VIHR 8%, KD 5.3%, SFP 4.6% : répartition des sièges - Kesk 55, SDP 53, Kok 40, VAS 19, VIHR 14, KD 7, SFP 8, autre 4</p>

Source : CIA Country Profile

## II – La Politique européenne de la Finlande

### 1. HISTORIQUE : DE LA NEUTRALITE A L'ADHESION A L'UE

Pendant la Guerre froide, la Finlande est restée prudente et en retrait par rapport à l'intégration de l'Europe occidentale. La politique étrangère de la Finlande s'inscrivait dans le maintien d'une stricte neutralité, responsable sur un traité avec l'Union soviétique (Le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle). Jusqu'au début des années 90, l'argument selon lequel l'adhésion de la Finlande à la CEE serait incompatible avec sa neutralité, était érigé en obstacle insurmontable à l'essor d'une politique finlandaise d'intégration. Cependant, les changements affectant les voisins immédiats de la Finlande – l'écroulement de l'URSS en 1991, demande d'adhésion de la Suède à la CEE – ont donné lieu à un changement de cap de la politique finlandaise. Très rapidement, la classe politique a commencé à envisager sérieusement la possibilité d'adhésion à la CEE. L'adhésion jouissait du soutien inconditionnel de deux des trois plus grands partis : Le Rassemblement national (KOK) et le Parti social-démocrate (SDP) auxquels venait s'ajouter le Parti populaire suédois (SFP/RKP), minoritaire. Le troisième des grands partis finlandais – qui dirigeait le Cabinet d'alors – le Parti du centre (KESK) adoptait une position plus prudente au vu des critiques que rencontrait l'adhésion dans son électorat.

L'adhésion finlandaise – et la politique européenne qui s'en est suivie – s'expliquent à partir de l'identité politique de la Finlande (Raunio & Tiilikainen 2003, 147-149). Par nature, la Finlande s'identifie aux petits Etats sur la base de deux traditions historiques : la tradition étatique et la conception de la Finlande comme une zone frontalière. La tradition étatique a ses racines dans la genèse de la Finlande en tant qu'entité politique puis comme nation. La Finlande a pris une dimension politique pour la première fois quand certaines parties du territoire actuel étaient sous suzeraineté de la Suède, du XII<sup>e</sup> siècle à 1809. Sous la domination suédoise, la Finlande s'est vue imposer les structures d'un état centralisé. Ces structures sont devenues le fondement politique de l'État finlandais indépendant quand, cédée par la Suède à la Russie, la Finlande est devenue, en 1809, un grand-duché autonome de son empire.

Le terrain politique était favorable aux sentiments nationalistes qui s'épanouissaient au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle, qui conduisirent à la naissance de l'idée d'une nation finlandaise. Par la suite, ce nationalisme s'exprima politiquement : à la faveur de la révolution russe de 1917, la Finlande déclare son indépendance. L'histoire de la Finlande lui a aussi inculqué une culture politique étatique, que renforceront. Le nationalisme et les guerres avec l'Union Soviétique en 1939-40 et 1941-44. L'étatisme s'accompagne traditionnellement de la primauté des valeurs associées à l'État, à savoir la souveraineté nationale et la territorialité.

L'autre tradition, clairement rattachée à la première, est la notion de Finlande zone frontalière : particulièrement aiguë pendant la Guerre froide, cette tradition s'enracine dans l'histoire. Durant les premiers siècles, la Finlande était coincée entre deux empires mutuellement hostiles, la Suède et la Russie, qui s'affrontèrent à plusieurs reprises pour les territoires finlandais. Par ailleurs depuis des siècles la Finlande est au carrefour des traditions orientales et occidentales au sein de la religion chrétienne. Enfin durant la Guerre froide, la frontière orientale de la Finlande est devenue la ligne de démarcation entre les deux blocs, l'Est et l'Ouest. La Finlande se trouvait dans une situation bien curieuse entre ces blocs antagonistes : ayant pris un engagement de neutralité militaire, assorti d'un traité spécifique avec l'Union soviétique lui assurant sa coopération militaire en temps de guerre, elle ne s'en rattachait pas moins à l'Ouest par son fonctionnement politique et par les bases économiques de la société finlandaise. Ce passé de zone frontalière a mis en évidence l'instabilité des frontières et de la situation géographique de la Finlande.

Ces traditions politiques ont profondément influencé la politique étrangère de la Finlande, qui est marquée au coin de la philosophie des petits états et du pragmatisme dans les affaires extérieures. C'est sur ce fond politique qu'il faut comprendre la rapide transformation de la politique finlandaise, une fois la Guerre froide finie – et l'aise de son adaptation aux demandes de l'intégration européenne. La politique européenne de la Finlande est dans le prolongement de traditions plus anciennes. Pendant des décennies, la sécurité de l'état avait exigé que la Finlande s'abstienne de toute association avec l'Europe occidentale et voilà que les mêmes raisons semblaient maintenant recommander l'adhésion finlandaise à l'UE. La Finlande glissa ainsi – souplesment et pragmatiquement – de la neutralité requise par la Guerre froide à un ferme engagement en faveur l'intégration européenne. L'argument sécuritaire a joué un rôle décisif dans les campagnes qui menèrent à l'adhésion en 1995. Les sondages indiquent que les questions de sécurité comptaient parmi les arguments les plus décisifs en faveur de l'entrée dans l'UE. Le peuple finlandais semble avoir envisagé l'appartenance à l'UE comme un moyen propre à assurer la sécurité du pays dans l'Europe de l'après-guerre froide.

Ainsi la sécurité de la Finlande – tout comme son désir de voir confirmer son identité européenne – l'engageaient puissamment vers une politique d'intégration européenne. La pierre d'angle de cette politique fut le soutien dont elle jouissait au sein les grands partis et parmi des acteurs clés de la société finlandaise. Pendant les négociations pour l'adhésion à l'Union européenne, la Finlande était gouvernée par un cabinet dominé par le Parti du Centre. Étant donné sa base essentiellement rurale, ce parti rassurait les opposants les plus résolus de l'adhésion, les paysans issus de ses propres rangs, qui voyaient l'adhésion à l'UE comme une menace pour l'agriculture finlandaise. L'accession fut bientôt suivie par un changement de gouvernement à l'issue des élections de 1995. La nouvelle coalition sous la conduite des sociaux-démocrates et du Parti du Rassemblement national deviendra la "Coalition arc-en-ciel", ainsi nommée en raison de la diversité de sa base politique. Outre les deux partis principaux, le Parti populaire suédois (centriste), la Ligue verte ainsi que l'Alliance de gauche (extrême gauche) y participaient. Le cabinet arc-en-ciel – sous la conduite du très européen Paavo Lipponen – garda le pouvoir pendant deux mandats, ayant été reconduit dans ses fonctions aux élections du printemps 1999. La Coalition est à l'origine de nombreuses décisions

essentielles pour la politique d'intégration finlandaise, sa composition a encouragé une politique très pro-européenne.

Depuis de son adhésion à l'UE il y a dix ans, l'engagement européen de la Finlande s'est traduit par une attitude ouverte et constructive vis-à-vis de la poursuite de l'intégration et par la volonté de participer au projet dans toutes ses dimensions. Au milieu des années 90, l'opinion publique finlandaise n'était pas favorable à l'entrée dans la zone euro. Cependant, les attitudes changèrent le consensus qui unissait les acteurs sociaux et politiques clés. Le rôle actif de la Finlande dans la nouvelle Politique européenne de sécurité et de défense a joui du soutien populaire comme de celui des élites politiques. L'adhésion à l'UE est un élément capital de la politique de défense de la Finlande et la PESC et la PESD sont devenues des éléments clés de la participation de la Finlande à la coopération internationale.

Pour son approche résolument « communautaire » du développement des structures institutionnelles de l'UE, la Finlande a adopté un comportement semblable à celui d'autres petits États. Cela traduit par la préférence du gouvernement finlandais pour la méthode communautaire originelle, qui confère un rôle central Institutions supranationales comme la Commission européenne, le Parlement et la Cour de Justice (Antola 2004, 42-45). Pendant, l'approche communautaire a toutefois connu des limites : La Finlande entendait préserver le caractère intergouvernemental de la PESC, avec l'unanimité du Conseil. Cette attitude était liée à la conscience aiguë qu'elle avait de la spécificité de ses intérêts nationaux (à savoir ses relations avec la Russie), dont la sauvegarde était assurée par la règle de l'unanimité. Elle allait toutefois, rapidement évoluer.

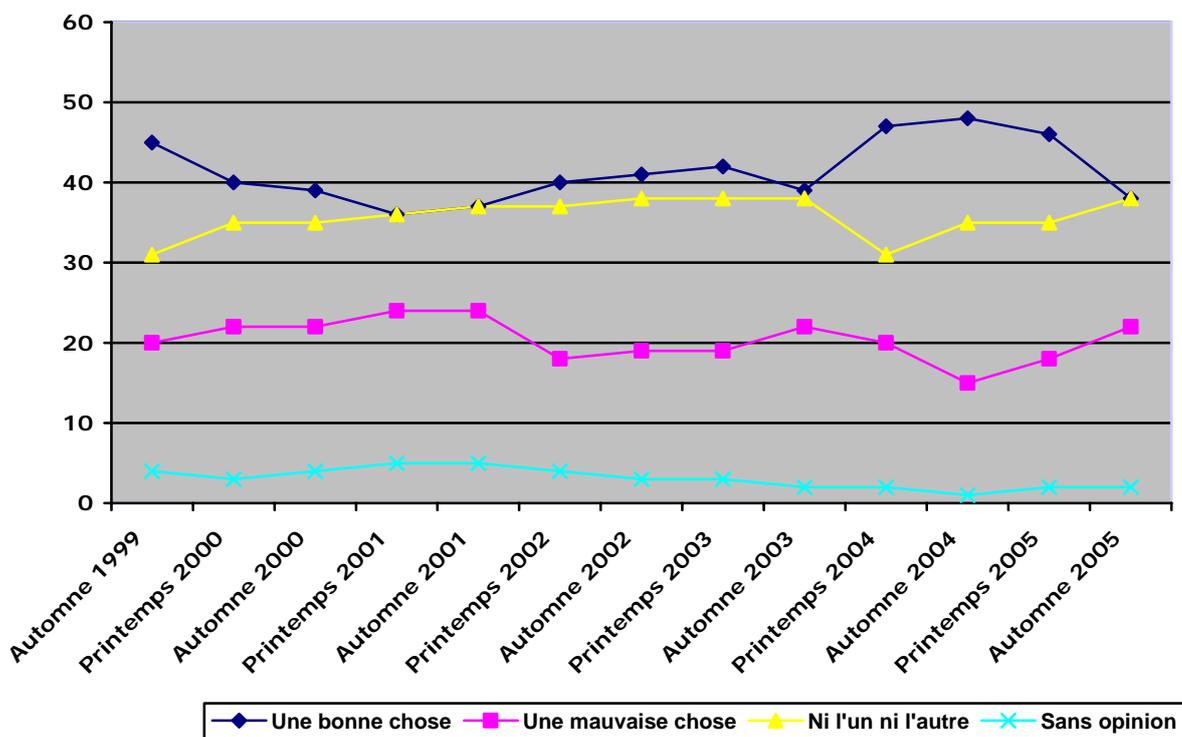
L'approche de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et orientale a fait émerger de nouveaux rapports de puissance dans le système politique de l'Union, mettant en évidence la condition de petit État de la Finlande, et entraînant la disparition de ses dernières réserves envers l'approche communautaire. Au cours des préparations du Traité constitutionnel, la protection de la méthode communautaire devint un des objectifs finlandais les plus évidents. L'intérêt de cette méthode qui a marqué l'intégration européenne, depuis ses origines est de permettre aux institutions communautaires de compenser les différences de taille entre les États membres. Les petits États membres y ont été d'autant plus attachés que des propositions institutionnelles des grands États membres ont paru remettre en cause sa logique originelle. Le Premier Ministre finlandais d'alors, Paavo Lipponen, a souvent averti qu'un 'directoire' de grands États membres marquerait une régression par rapport à la méthode communautaire.

À la suite des élections de 2003, le Parti du Centre est devenu le parti majoritaire et a formé le gouvernement avec le SDP et le Parti populaire suédois. Depuis l'été 2003, le gouvernement la conduit par le Premier Ministre Matti Vanhanen (KESK) avec comme Ministre des affaires étrangères Erkki Tuomioja (SDP), un vieux routier dont l'expérience remonte au deuxième gouvernement Lipponen. L'attitude pro-européenne de la Finlande est moins prononcée mais reste dans la même ligne d'engagement et de soutien à la méthode communautaire.

## 2. L'EURO-APATHIE FINLANDAISE

La Finlande est entrée dans l'Union Européenne avec l'approbation de 57% de sa population, appelée à s'exprimer sur l'adhésion par référendum, le deuxième de l'histoire de la Finlande. La question a divisé le pays sur une base géographique. Les grandes villes et les centres urbains ont voté en faveur de l'adhésion, tandis que le monde rural se prononçait contre. Le résultat est conforme à un modèle familier aux autres membres de l'Union : les attitudes favorables à l'adhésion étaient corrélées à un des bons niveaux de revenus et d'éducation. Les paysans formaient le groupe social le plus uni contre l'entrée de la Finlande dans l'Union européenne. En Finlande, la résistance à l'Europe s'est trouvée liée à la menace qu'elle était censée représenter pour l'agriculture finlandaise. À quoi il faut ajouter les mises en garde de mouvements hostiles à toute atteinte à la souveraineté nationale et au processus démocratique.

SOUTIEN À L'APPARTENANCE DE LA FINLANDE A L'UNION EUROPEENNE



La culture teintée d'étatisme de la Finlande et ses traditions politiques, a priori peu favorable à l'idée d'une Europe unie, placent la Finlande parmi les pays européens dont les habitants restent plutôt réservés vis-à-vis de l'intégration européenne. Un autre facteur qui explique cette réticence est le rôle marginal joué par les questions européennes dans le débat politique. Les campagnes électorales se concentrent essentiellement sur les questions nationales et locales. L'UE n'apparaît dans le débat public que dans le cadre de questions de détail affectant

des priorités nationales. L'adhésion finlandaise a fait de la Politique européenne de sécurité et de défense un sujet populaire parmi les partis politiques et dans la presse. Le développement institutionnel de l'UE – et plus particulièrement la position qui y revient aux petits États – est revenu régulièrement sur le tapis au cours des conférences intergouvernementales. Un autre sujet suivi de près est la part qui revient à la Finlande dans le budget européen, thèse qui a suscité dans le public des réponses négatives que ne justifient pas la taille relativement modeste de la contribution nette de la Finlande.

D'une manière générale, l'opinion publique n'a que peu modifié son attitude envers l'adhésion au « club » européen depuis l'entrée de la Finlande dans l'union. Les enquêtes Eurobaromètre placent régulièrement la Finlande en queue de peloton dans les sondages mesurant l'attachement des pays membres à l'UE.

Dès le départ, le niveau de soutien à l'adhésion de la Finlande à l'UE s'est situé autour de 40% de moyenne, avec une opposition de l'ordre de 20%. Comparé aux autres membres de l'UE, le soutien pour l'UE en Finlande est nettement inférieur à la moyenne. Le niveau relativement élevé d'opinions 'neutres' est plus caractéristique de la Finlande que des autres 'anciens' membres de l'Union. Cela concorde avec le peu d'intérêt qu'on rencontre en Finlande pour les questions européennes.

Les divisions dans l'opinion publique restent sensiblement les mêmes que lors du référendum de 1994. Les classes aisées et cultivées se montrent plus positives envers l'appartenance dans l'Union Européenne. Les hommes sont plus favorables que les femmes, les populations urbaines les populations rurales. Toutefois, les paysans finlandais commencent à entrevoir l'UE sous un jour plus positif qu'au moment de l'accession de la Finlande.

L'opinion finlandaise semble profondément divisée quant au bénéfice qu'elle retire de l'appartenance à l'Union Européenne. La proportion de ceux qui pensent que le pays en a profité et ceux qui pensent le contraire oscille entre 40 et 50%. De ce point de vue aussi, les Finlandais se rangent parmi les Européens les plus sceptiques : l'Espagne exceptée, c'est dans les grands États membres que les citoyens partagent leurs doutes sur les avantages de l'appartenance à l'UE.

On peut expliquer le fait que les Finlandais font peu de cas de leur propre identité européenne en termes de culture politique finlandaise, soit la force et de l'orientation exclusive de la doctrine nationaliste. Selon les enquêtes Eurobaromètre, la vaste majorité des Finlandais s'identifie exclusivement à leur communauté nationale. La proportion de la population, qui se reconnaît une identité européenne en plus de son identité nationale reste réduite et la proportion de purs Européens est infime.

Les Finlandais ne dédaignent cependant pas tout ce qui a à voir avec l'Europe. Un sondage finlandais récent donnait des Finlandais conscients – et avertis de leur appartenance à la zone euro et des avis favorables à la monnaie unique plus nombreux qu'à l'entrée dans l'Union Européenne (EVA 2006). Un autre indique qu'une large proportion de Finlandais soutient le développement de la Politique européenne de sécurité et de défense (MTS 2005). Qui plus est, le Traité constitutionnel pour l'Europe jouissait d'un solide soutien en Finlande avec plus de

60% de la population pour jusqu'aux référendums français et hollandais. Ces résultats ont fait baisser les avis favorables au Traité à environ 50%. Ceci dit, les Finlandais ne sont pas favorables à l'élargissement.

### 3. LES PARTIS FINLANDAIS ET L'UE

Le système de partis finlandais est relativement fragmenté. Les trois plus grands partis, le Parti social-démocrate (SDP), le Parti du Centre (KESK) et le Parti du Rassemblement National (KOK) forment un noyau dur représentant entre 60 et 70% des voix dans les élections parlementaires. Viennent ensuite l'Alliance de gauche (VAS) et la Ligue verte (VIHR), qui se partagent 10% des voix. Le premier est issu de l'ancien Parti Communiste mais a subi une modernisation fondamentale. La Ligue verte s'est créée dans les années 80 et a fait partie pendant sept ans de la large coalition gouvernementale des années 90. Le Parti populaire suédois (SFP/RKP), avec 5% du vote, est un parti libéral qui représente surtout les intérêts de la minorité suédophone en Finlande. En dépit de sa taille, il figure traditionnellement dans la majorité. Même les Démocrates-chrétiens – un petit parti avec 4% de votants– ont tâté du gouvernement.

**Tableau 2. Les partis finlandais : représentativité, position sur l'adhésion de la Finlande à l'EU et son entrée dans la zone euro**

PARTI	Pourcentage des voix aux élections de 2003	Nombre de sièges au Parlement	Position du parti sur l'entrée dans l'Union Européenne	Position du parti sur l'UEM
parti du Centre KESK	24,7%	55	positive	négative
Parti social-démocrate SDP	24,5%	53	positive	positive
Parti du Rassemblement National KOK	18,6%	41	positive	positive
Alliance de gauche VAS	9,9%	19	Ne se prononce pas	positive
Ligue verte VIHR	8,0%	14	Ne se prononce pas	positive
Parti populaire suédois RKP/ SFP	4,6%	9	positive	positive
Parti démocrate-chrétien	5,3%	6	négative	négative
Vrais Finnois	1,6%	3	négative	négative

De manière générale, les principaux partis finlandais sont favorables à l'association de la Finlande à l'intégration européenne. L'opposition à l'UE se limite à un petit nombre de partis minoritaires aux extrêmes de l'hémicycle politique. Les « Vrais Finnois » forment le seul de ces partis eurosceptiques extrémistes à être actuellement représenté au Parlement finlandais. Il existe cependant des différences évidentes dans les politiques européennes des grands partis, qui reflètent les clivages provoqués par l'intégration européenne au sein de la société finlandaise. Le KOK est le plus pro-européen de tous les partis finlandais. Le SDP a aussi adopté une attitude constructive envers l'intégration et a soutenu l'entrée finlandaise dans l'UEM, tout comme les principales organisations syndicales finlandaises. Les partisans du KESK sont nettement moins favorables à l'intégration européenne, ce qui oblige le parti faire des concessions sur sa politique d'intégration. Le KESK était le parti principal au sein du gouvernement quand la Finlande a entamé ses négociations d'adhésion, il a retrouvé cette position après huit ans dans l'opposition. Les partisans du VAS et de la VIHR ont des attitudes diverses envers l'intégration mais ces deux partis faisaient partie du gouvernement Lipponen dont le programme était nettement pro-européen (et pro-UEM).

### **3.1. LE PARTI SOCIAL-DEMOCRATE (SDP)**

Le SDP est le plus grand des deux partis de gauche finlandais avec environ 25% des votants aux élections. Dans la foulée de l'adhésion de la Finlande à l'Union Européenne, le SDP a obtenu son meilleur résultat à ce jour avec 28,3% des voix. Le SDP a fait partie du gouvernement sans interruption depuis l'accession finlandaise en 1995. Le parti fut parmi les premiers à soutenir l'adhésion de la Finlande à la CEE, il en 1991 et est resté fidèle à sa ligne favorable à l'intégration. A la différence des conservateurs du KOK, son puissant rival, l'électorat du SDP n'en reste pas moins divisé sur les questions européennes ce qui affecte le profil politique du parti, qui n'a pas apporté un soutien inconditionnel à la poursuite de l'intégration. Il existait dans l'appareil du SDP de sérieuses divergences quant aux avantages de l'UEM entre autres, mais finalement, le conseil du parti a pris à la quasi-unanimité une position favorable à la participation de la Finlande en 1997. L'écho positif rencontré par l'UEM parmi les principales organisations syndicales finlandaises a pesé favorablement sur la position du SDP. Beaucoup de membres du parti se montrent toutefois critiques à l'égard de la poursuite d'une politique de défense par l'Union européenne et voudraient mettre l'accent sur la Gestion civile des crises, développant une conception plus large de la sécurité.

Les clivages internes du SDP ont mis en relief le rôle de ses chefs de file dans la définition de la ligne et du profil du parti. Pendant les huit années au pouvoir des gouvernements Lipponen, l'euro-enthousiasme du leader du SDP, le Premier Ministre Paavo Lipponen, a fortement infléchi la ligne du SDP. Dans ses programmes politiques, le SDP était à l'unisson des partis socialistes européens et soulignait le rôle de l'Union en matière d'emploi et de droits sociaux. Le parti n'a pas adopté de positions claires en ce qui concerne le développement institutionnel de l'UE, probablement à cause d'opinions contradictoires sur ce sujet en son sein. Mais pendant les deux gouvernements Lipponen, le SDP donna son accord à une politique favorable

à la méthode communautaire et à une proportion accrue de décisions prises à la majorité au Conseil.

Le Parti du Centre a remporté les élections de 2003, et détient depuis lors le poste de Premier Ministre. Le SDP est resté au gouvernement, mais son président Paavo Lipponen a décidé de rester à l'écart du Cabinet. Cela laissait les coudées franches aux deux autres sociaux-démocrates, Tarja Halonen et Erkki Tuomioja, qui depuis les années 90 ont occupé des positions clés pour la politique européenne de la Finlande, bien que leur rôle soit un peu occulté par la position dominante du Premier Ministre Lipponen. Madame Halonen, ministre des affaires étrangères entre 1995 et 2000 est aujourd'hui Présidente de la Finlande. Elle a été remplacée par Monsieur Tuomioja, déjà personnage important au sein du SDP, membre du Cabinet avant d'en être le ministre des affaires étrangères. . Ni Madame Halonen ni Monsieur Tuomioja ne partagent l'euro-enthousiasme de Paavo Lipponen. L'un et l'autre ont adopté des positions plus distantes par rapport à l'intégration européenne et sont plus tournés vers les problèmes d'ordre global, , les droits fondamentaux en ce qui concerne. Madame Halonen.

### 3.2. LE PARTI DU CENTRE (KESK)

Le KESK est à l'heure actuelle le parti le plus important en Finlande. Il représente la population rurale et les paysans de Finlande. En dépit de ses efforts pour changer son profil et s'attirer les sympathies des populations urbaines, le parti reste associé aux valeurs traditionnelles rurales-conservatrices. La base du KESK aux élections est stable aux alentours de 20% des suffrages.

Des trois grands partis, c'est le KESK qui avait le plus à craindre de l'adhésion de la Finlande à l'Union Européenne, qui inquiétait des segments importants de son électorat. Lors des négociations d'adhésion, le parti détenait les postes de Premier Ministre et de ministre des affaires étrangères. Dans ce contexte, d'éminentes personnalités du KESK défendirent une politique anti-européenne contre l'état-major du parti. . Paavo Väyrynen, député européen depuis 1996, autrefois ministre des affaires étrangères, prit la tête d'une rébellion au sein du parti. .

Le soutien à l'adhésion présentait de grosses difficultés pour la direction du KESK en raison de l'opposition résolue de son électorat. A la conclusion des négociations pour l'adhésion, le Premier Ministre Esko Aho (1991-1995) remit la décision officielle du parti à une date ultérieure. Le KESK perdit les élections de 1995 et resta dans l'opposition pendant huit ans. Pendant ces années, le parti adopta une attitude sceptique sur les questions européennes, sans toutefois devenir un parti ouvertement anti-européen.

Les réticences du parti l'ont fait pencher d'abord pour une démarche intergouvernementale, qui contrastait avec l'approche communautaire des deux autres grands partis. Le KESK était opposé à l'entrée de la Finlande dans la zone euro, il exigeait qu'un référendum soit organisé à ce propos. Il souhaitait également que cette décision soit prise en liaison avec les autres États membres nordiques. Le KESK est aussi moins bien disposé que le SDP et le KOK à l'égard d'une extension des compétences de l'Union.

De retour au gouvernement sous la conduite de son chef, le Premier Ministre Matti Vanhanen, le KESK a adopté une ligne plus constructive. Le Traité établissant une Constitution pour l'Europe a été négocié au nom de la Finlande sous l'égide du KESK et les leaders du parti n'ont pas fait de difficultés pour en accepter le contenu, bien que la préparation ait commencé à la Convention sous le gouvernement Lipponen.

Le KESK est membre du très intégrationniste Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs (ELDR). Il est toutefois clair qu'il n'en partage pas les visées fédéralistes, pas plus que celles du groupe politique ELDR au PE. Beaucoup des vieux routiers du KESK au Parlement européen – comme Paavo Väyrynen et Kyösti Virrankoski ont adopté une attitude encore plus critique envers l'UE que la direction du KESK, ce qui en fait de bien étranges membres du groupe.

### **3.3. LE PARTI DU RASSEMBLEMENT NATIONAL (KOK)**

Le KOK est le grand parti conservateur finlandais, issu du Parti des Vieux-Finnois créé au 19<sup>ème</sup> siècle. Après être pendant trois décennies l'opposition pour des raisons de politique étrangère, le parti a intégré le gouvernement en 1991 son leader alors Pertti Salolainen prenait le poste de ministre du commerce extérieur, qui en fit, un des principaux acteurs dans les négociations d'adhésion. Le KOK participa par la suite à trois cabinets successifs, jusqu'à ce que les élections de 2003 le renvoient dans l'opposition. Il se situe aux alentours de 20% des suffrages.

Ses origines nationalistes n'empêchent pas le KOK d'être actuellement le plus pro-européen de tous les partis finlandais. Dans sa politique européenne, la direction du parti jouit du soutien de son électorat dont 90% s'est prononcé en faveur de l'entrée de la Finlande dans l'Union Européenne lors du référendum. À cet égard, le parti est le plus uni des grands partis finlandais. Il existé néanmoins de claires différences d'opinion parmi les cadres du parti comme au sein de son électorat pour ce qui a trait au système politique de l'UE et à son orientation fédéraliste. En conséquence, les positions du KOK sur ces questions restent ambiguës.

Les divisions internes du KOK étaient très sensibles dans les années qui suivirent l'entrée de la Finlande dans l'Union. De nombreuses figures de proue du parti donnèrent libre cours à leur méfiance envers les tendances fédéralistes de l'Union; parmi eux Sauli Niinistö – leader du parti depuis 1995 – et Ben Zyskowitz, parlementaire de longue date et chef du groupe parlementaire du KOK. De larges segments du parti se sont toutefois montrés favorables à la participation de la Finlande à la zone euro. . Les rapides progrès de la PESD en ont fait un des arguments clés en faveur de la politique d'intégration du KOK. La PESD s'est présentée comme une alternative à l'entrée dans l'Otan, laquelle jouissait du soutien des partisans du KOK. Comme la direction du parti ne souhaitait pas se déclarer publiquement pour l'accession de la Finlande à l'Otan, la participation à la politique de Sécurité et Défense de l'UE s'est présentée comme une bonne solution de rechange. Les responsables du KOK exigent que la Finlande cesse de se définir comme neutre puisque le Traité constitutionnel crée aux membres de l'UE une obligation légale de défense mutuelle.

Le KOK est membre du Parti populaire européen (PPE). En général, le parti et ses MPE sont bien insérés dans le parti – sans pour autant, se montrer aussi fédéralistes que leurs confrères des partis apparentés du PPE, du moins lorsqu'ils sont en tournée dans leurs circonscriptions.

### **3.4. LES PARTIS DE MOYENNE IMPORTANCE : VAS, VIHR ET SFP/RKP**

L'Alliance de gauche (VAS) est un parti d'extrême-gauche dont le soutien aux élections tourne autour de 10%. L'égalité sociale et l'état providence à la scandinave sont au coeur des préoccupations du parti, dont la direction maintient un difficile équilibre entre ses partisans eurosceptiques et sa coopération avec les autres partis finlandais favorables à l'UE. Le VAS a participé aux deux gouvernements Lipponen et la direction du parti a réussi à obtenir l'accord de ses membres à la politique gouvernementale sur l'UEM à laquelle s'opposaient de larges pans de son électorat. La politique européenne constructive du VAS depuis 1998, tenait à la personnalité dynamique de son chef de file, Suvi-Anne Siimes qui avait réussi à préserver l'unité du parti en dépit de sérieuses divisions internes. Madame Siimes a finalement dû démissionner au printemps 2006 à la suite de divisions quant à la ligne de politique européenne du parti.

La Ligue verte (VIHR) est le plus récent des partis finlandais et jouit d'un soutien d'environ 7%. La VIHR est un parti du centre-gauche qui a attiré les dissidents de nombreux horizons politiques. Eurosceptique au départ, le parti est passé à une idéologie quasi fédéraliste. Non sans que la décision finlandaise sur l'UEM ne divise le parti de la direction à la base, la décision n'était acquise qu'après un vote interne. Ce changement idéologique est la conséquence évidente de la coopération internationale du parti et de ses contacts européens. Heidi Hautala, son ancien chef de file a été élue en 1996 au Parlement européen et est devenue une référence intellectuelle importante pour la VIHR, avec des effets remarquables sur la politique européenne du parti. En 2001, la VIHR fut le premier parti finlandais à adopter une position fédéraliste. Aux élections européennes de 2004, la VIHR a adopté le programme que des partis verts des autres pays de l'UE.

Le Parti populaire suédois (SFP/RKP) est un parti libéral représentant les droits et intérêts de la minorité suédophone et le bilinguisme de la Finlande. Son soutien plafonne à 5% mais sa position s'est trouvée renforcée par une présence constante dans les cabinets finlandais. Le SFP/RKP a été, avec le KOK, un des partis finlandais les plus pro-européens. Partisan de l'entrée de la Finlande dans la zone euro, il approuve la méthode communautaire et une intégration approfondie. Les dissensions internes au SFP/RKP viennent de son aile régionale paysanne d'Ostrobotnie, remontée contre l'adhésion de la Finlande à cause des risques qu'elle voyait pour l'agriculture en Finlande.

### 3.5. PARTIS ET MOUVEMENTS EUROSCEPTIQUES

Les partis eurosceptiques finlandais sont des mouvements politiques mineurs aux deux extrêmes de l'éventail politique. Le Parti démocrate-chrétien (KD) dont l'idéologie épouse des valeurs rurales et conservatrices est le plus modéré d'entre eux. Il succède à la Ligue chrétienne finnoise et, quoiqu'en dise son nouveau nom, adopté en 2001, il ne partage pas les tendances européennes fortes des autres partis chrétiens démocrates en Europe. Le KD enregistre 3-4% de soutien et a participé au Cabinet d'Esko Aho jusqu'à ce que son opposition à l'entrée dans l'Union l'en exclue.

Le parti des Vrais Finnois est l'autre parti anti-européen qui a des sièges au Parlement finlandais. Il succède au Parti agrarien finnois ; de tradition populiste, il met en avant des valeurs nationalistes et conservatrices. Avec un soutien d'environ 2%, il a obtenu aux élections de 2003 trois sièges au Parlement. Contre l'adhésion de la Finlande à l'Union Européenne, les Vrais Finnois sont aussi très critiques de l'élargissement et du Traité constitutionnel. Le charisme du chef du parti, Timo Soini, a valu aux Vrais Finnois plus de visibilité que ses résultats électoraux ne pourraient le laisser croire.

Trois autres mouvements politiques ont participé aux dernières élections sur une plate-forme anti-européenne sans obtenir de sièges, que ce soit au Parlement finlandais ou européen. Le premier est le Parti Communiste finlandais, avec un soutien de 1%. Les deux autres mouvements, l'Union pour l'indépendance de la Finlande et Alternative à l'UE se sont formés en 1990 pour résister à l'adhésion de la Finlande à l'UE. Aux élections pour le Parlement européen de 1996, ils ont rassemblé 2,7% des suffrages.

### 3.6. ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE FINLANDAISE

L'entrée de la Finlande dans l'UE ne représente ni un problème de fond ni un clivage notoire entre les organisations de la société civile finlandaise. La majorité des organisations les plus puissantes ont adopté l'intégration européenne. Les associations représentant les intérêts des milieux d'affaires apprécient le marché intérieur et leur organisation professionnelle, la Confédération des industries finlandaises (EK), est un interlocuteur en vue dans le débat finlandais sur l'UE. De même les grands syndicats sont favorables à l'adhésion de la Finlande à l'UE et à son entrée dans la zone euro.

Le Rassemblement des Fermiers Finlandais (MTK) est le représentant le plus important de la société civile finlandaise qui s'oppose à l'entrée dans l'Union Européenne. Il est resté sur la défensive depuis l'accession de la Finlande. Dans le cadre de la PAC, le MTK avance la cause de l'agriculture finlandaise en en faisant valoir les conditions particulièrement difficiles.

Peu à peu, l'UE est devenue un thème politique plus ordinaire pour la société civile finlandaise. Le débat sur la pertinence de l'adhésion finlandaise a évolué vers une discussion plus complexe dont le point de départ est l'identification des intérêts communs à ses organisations. Beaucoup de associations finlandaises coopèrent maintenant au niveau européen et font valoir leurs intérêts dans ce contexte. De nombreux acteurs représentant villes finlandaises, communautés

locales, églises, universités ont un siège à Bruxelles de manière à faire partie des processus décisionnels.

#### 4. DES ELECTIONS EUROPEENNES DE 2004

L'analyse des élections européennes de 2004 renseigne sur les plus récentes préoccupations européennes des partis finlandais et les questions qui dominent le débat sur l'Union en Finlande. Comme ces élections étaient seulement les troisièmes élections européennes directes en Finlande, on peut voir que les programmes des partis n'évoluent que lentement des questions nationales aux questions spécifiquement européennes. Les campagnes électorales des partis restent donc modérées et les programmes fort généraux, à la recherche l'équilibre entre perspectives nationales et européennes. Durant la campagne, les enjeux nationaux ont souvent occupé le devant de la scène. La place de la Finlande dans une Europe élargie, les brûlots du Traité constitutionnel (défense et services d'intérêt général /Bolkestein) et la nécessité d'organiser un référendum sur le Traité constitutionnel figuraient parmi les questions-clés. Les partis esquivaient les questions les plus épineuses, comme l'entrée de la Turquie dans l'UE ou l'élargissement de l'UEM. L'élargissement a cependant eu des retombées nationales, puisque les partis se sont opposés sur la nécessité d'une période de transition pour la libre circulation des travailleurs originaires des nouveaux adhérents. Lors de ces élections européennes les media ont pris leur tâche au sérieux et ont sommé les partis et les candidats de clarifier leurs positions sur les questions d'actualité.

La division idéologique entre la droite et la gauche européennes figurait au cœur des campagnes du KOK et du SDP, ce thème dominant clairement la phase finale de leur campagne électorale. Cet éclairage donna aux campagnes finlandaises une dimension politique *européenne* alors que la discussion avait jusqu'alors été limitée au cadre national. Les deux partis soulignaient la signification idéologique des élections parlementaires européennes. Le KOK insistait aussi sur le lien entre les élections, la bataille des groupes politiques au PE et la nomination du Président de la Commission. La composition politique du nouveau Parlement revêtait une importance particulière en Finlande, puisque l'ancien Premier Ministre Paavo Lipponen (SDP) était en lice pour la Présidence de la Commission, ce qui attira l'intérêt du public.

Outre les différences idéologiques, le KOK avait mis l'efficacité de l'Union, le principe de subsidiarité et la participation active de la Finlande à toutes les activités européennes à l'ordre du jour de sa campagne. Pour le SDP, les autres priorités portaient sur les questions sociales en Europe, les droits des travailleurs et l'environnement. Ces questions ne rencontrèrent pas de contradiction et eurent par conséquent peu d'écho.

La VIHR s'attacha au rôle de l'UE dans la gestion de la globalisation. Ce thème pouvait s'appliquer au commerce, à l'emploi, à la sécurité comme aux politiques environnementales. La VIHR insistait aussi sur le maintien de l'état providence, ce qui mettait les partis au pouvoir sur la sellette, à un moment où il n'était pas certain que le gouvernement avait atteint ses objectifs en matière de services sociaux dans la négociation sur le Traité constitutionnel.

Parti majoritaire au gouvernement, le KESK donna à sa campagne un tour un peu plus national. Le KESK s'attacha à la gestion du changement dans l'Union du point de vue finlandais mais fit aussi état de la croissance économique et la réforme des structures économiques. Il insista sur l'importance d'une participation significative aux élections. Cependant, plus que les problèmes d'ordre européen, ce sont les questions nationales qui ont dominé la campagne du KESK. Il y était question du niveau de vie des populations rurales, de fonds structurels et de la protection du statut spécial des régions septentrionales de la Finlande.

**Tableau 3. Élections au PE en Finlande 1996-2004**

Élection	Participation en Finlande	Moyenne européenne	Résultats : (en % et en sièges)
1996 En même temps que les élections municipales	60,3%	Pas d'élections (Élections 1994 56,8%)	Parti du Centre 24,4% (4) Parti social-démocrate 21,5% (4) Parti du Rassemblement National 20,2% (4) Alliance de gauche 10,5% (2) Ligue verte 7,6% (1) Parti populaire suédois. 5,8% (1)
1999 Entre élections présidentielles et parlementaires	31,4%	49,8%	Parti du Rassemblement National 25% (4) Parti du Centre 21,3% (4) Parti social-démocrate 17,9% (3) Ligue verte 13,4% (2) Alliance de gauche 9,1% (1) Parti populaire suédois. 6,8% (1) Parti démocrate-chrétien 2,4% (1)
2004 Pas d'élections proches	41,1%	45,7%	Parti du Rassemblement National 23,7% (4) Parti du Centre 23,4% (4) Parti social-démocrate 21,2% (3) Ligue verte 10,4% (1) Alliance de gauche 9,1% (1) Parti populaire suédois 5,7% (1)

Le taux de participation aux élections européennes de 2004 était de 41,1%, en hausse de 9,7% sur le scrutin où la Finlande, avec 31,4 % de participation, était arrivée à trois places du dernier État européen. La participation lors des premières élections européennes au suffrage direct organisées en Finlande en 1996 avait été de 60,3%. Ajoutons toutefois que ces élections avaient lieu en même temps que les élections communales. La participation est nettement plus

basse que pour les élections parlementaires nationales où l'on obtient généralement près de 70% : 69,7% exactement lors des élections parlementaires de mars 2003.

Le résultat des élections européennes de 2004 se prête à un certain nombre d'interprétations différentes selon les partis. Si on les mesure en nombre de sièges au PE, les résultats confirment la stabilité de l'opinion. Les trois grands partis ont gardé leurs sièges au PE : quatre chacun pour le KOK et le KESK et trois pour le SDP, même après que les sièges finlandais de seize soient passés à quatorze. Le VAS et le SFP/RKP ont conservé leur siège unique, tandis que la VIHR perdait un siège sur deux. Le KD a perdu son unique siège suite à la défection de son détenteur pour le KOK avant les élections et son élection ultérieure pour ce parti. En voix, le KOK était vainqueur avec 23,7%, ce qui représentait tout de même une baisse de 1,6 points par rapport aux élections de 1999. Le KESK suivait de près avec un soutien de 23,4%, (+ 2,1 points), suivi par le SDP avec 21,2% (+ 3,3 points). La VIHR était la grande perdante avec un soutien passant de 13,4% à 10,4%. Cinq des quatorze députés européens sont des femmes et sept ont été élus pour la première fois en 2004.

Les résultats finlandais n'illustrent que partiellement la logique des "élections de second ordre". La victoire des partis d'opposition était moins prononcée, ce qui pourrait s'expliquer par le délai relativement court qui les séparait des élections nationales (mars 2003).

Les préoccupations de l'électorat, ont fait l'objet d'enquêtes variées avant les élections. Les électeurs finlandais tenaient avant tout à protéger la sécurité et le niveau de services sociaux publics. La défense des droits et compétences de la Finlande et de son intérêt national venait en second. Les questions concernant les institutions de l'UE, voire un Président finlandais pour la Commission étaient jugées de moindre importance. L'orientation nationale donnée aux campagnes avait donc, on le voit, des racines profondes dans l'opinion.

## **5. LE SYSTEME POLITIQUE FINLANDAIS ET L'ENTREE DANS L'UNION EUROPEENNE**

La divergence entre l'attitude généralement pro-européenne des partis finlandais et les réticences de l'opinion publique peut s'expliquer l'incitation au consensus qu'a représenté l'adhésion à l'UE. En pratique, la recherche de ce consensus prend la forme d'une interaction rapprochée entre le Cabinet et le Parlement finlandais, ce qui permet aux partis d'opposition de participer à la préparation de la politique européenne finlandaise.

Dans le contexte de l'UE, la nécessité de cohésion politique, d'efficacité fonctionnelle et de coordination des politiques est particulièrement soignée pour les petits États. Ceux-ci sont conscients de ce que, pour optimiser leur influence internationale, ils doivent impérativement assurer la cohésion de leur politique extérieure.

Le système finlandais de préparation et de coordination de la politique européenne offre un bon exemple de ces qualités propres aux petits États. La Finlande s'est en effet dotée d'un système perfectionné de coordination de la politique européenne, dont le but est de permettre une action nationale cohérente. Ses structures de base ont vu le jour dans le contexte de l'entrée de la Finlande à l'EEE en 1994. Dans les faits, la mise en place d'un système décentralisé de

préparation nationale des politiques européennes, coordonné par le bureau du Premier Ministre, a remis en cause le contrôle du Président sur la politique étrangère.

En confiant la responsabilité de la préparation ceux ministères sectoriels, le système finlandais entend à tirer le meilleur parti de toutes les capacités dont dispose l'administration. Cette décentralisation a érodé le rôle du ministère des affaires étrangères, qui en Finlande a traditionnellement le monopole de la gestion des questions internationales. L'action des différents départements est alors coordonnée par un système très structuré intervenant à tous les niveaux de gouvernement, sous la direction d'un Comité pour les affaires européennes. Par le biais, diverses perspectives sectorielles sont coulées dans une politique cohérente.

Ainsi, la réponse finlandaise au besoin de coordination répond à la tradition des petits États. La conduite de la politique européenne revient au Premier Ministre, dont le cabinet assure les opérations de coordination. La cohésion de la politique nationale n'était cependant qu'un des buts de l'opération, le second étant le désir de réduire le pouvoir présidentiel dans le domaine de la politique étrangère et de s'aligner sur le modèle parlementaires de la majorité des États membres. Le résultat est que la Finlande a aujourd'hui un système de gouvernement simplifié, où le Premier Ministre est devenu le vrai patron de la politique européenne et, par là le membre du gouvernement responsable de cette politique devant le Parlement.

Pour la Finlande la dimension parlementaire est une garantie d'efficacité de sa politique européenne. Le système de contrôle parlementaire dont elle s'est dotée dès son entrée dans l'UE, plus fréquent dans les petits Etats que dans les grandes, donne au Parlement la possibilité concrète de prendre part à la préparation de la politique européenne. Le Parlement donne prise aux partis d'opposition sur la formulation de notre politique européenne. Toutes les initiatives législatives de l'UE qui relèvent de la compétence du Parlement sont portées devant une « Grande Commission » - une commission parlementaire consacrée aux questions européennes – ou devant la Commission des affaires étrangères, où les membres du gouvernement sont souvent entendus.

## II – La Présidence Finlandaise 2006 de l'UE

### 1. DANS LE SILLAGE DE LA PRÉSIDENTE 1999

En 1999 la Présidence de l'UE avait un programme chargé. Plusieurs projets politiques ambitieux entraient dans une phase décisive pour ce qui devait être la dernière Présidence du millénaire : les décisions sur l'élargissement, y compris le statut de la candidature de la Turquie, l'ordre du jour de la CIG 2000, ou les décisions fixant le nouveau système de gestion de crise de l'Union. L'effervescence institutionnelle que connaissait l'Union n'arrangeait rien. La Commission Santer avait démissionné deux mois auparavant, mais restait dans ses fonctions à titre intérimaire jusqu'aux élections du PE prévues pour juin. . La direction politique de l'Union avait du plomb dans l'aile.

La première Présidence finlandaise n'en a pas moins été reçue en termes très positifs. Pour complexe qu'ait été le programme bien que l'expérience finlandaise ait été limitée, tout semble avoir marché pour le mieux. L'opinion des Finlandais sur l'UE n'a pas été affectée par l'exercice de, mais l'administration et les cercles politiques finlandais y ont gagné en assurance.

La deuxième Présidence de l'UE s'ouvre dans un climat marqué par des mutations profondes, au niveau européen comme au niveau finlandais. Si le cadre institutionnel de l'Union est plus stable à présent, il reste des points d'interrogation sur et l'agenda politiques. Des questions comme le futur du Traité constitutionnel, l'élargissement à la Roumanie et à la Bulgarie, la stratégie de Lisbonne et les relations européennes avec la Russie laissent planer l'incertitude sur la Présidence finlandaise.

Sur le plan intérieur, la Présidence finlandaise ne présente pas de difficultés majeures. Le gouvernement Vanhanen n'a pas donné à sa politique européenne la même publicité que ses prédécesseurs. La deuxième Présidence ressemble bien plus à un exercice ordinaire que la première qui représentait le plus gros projet international jamais entrepris par la Finlande. Il n'en reste pas moins que la Présidence européenne de 2006 constitue la deuxième épreuve pour le gouvernement avant les élections du printemps 2007 – d'autant plus que son aptitude à la coopération internationale a souvent été mise en cause par l'opposition. Les sondages indiquent qu'alors même que la Finlande officielle s'apprête à la Présidence de l'UE, le peuple finlandais s'en détache de plus en plus. Le plus grand défi pour la Présidence, et de loin, sera d'encourager une meilleure connaissance de l'UE chez les citoyens, ainsi qu'une meilleure perception de son importance en Finlande, avant que l'écart ne devienne trop grand.

Les deux États membres chargés de la Présidence du Conseil en 2006, la Finlande et l'Autriche, ont convenu d'un programme de travail commun pour leurs Présidences respectives en

décembre 2005. Un programme plus lié aux priorités finlandaises a été lancé à la veille du mandat finlandais<sup>4</sup>.

## 2. TRAITE CONSTITUTIONNEL ET ELARGISSEMENT

Dès que le Conseil européen a décidé de prolonger la période de ratification du Traité constitutionnel en juin 2005, il est devenu clair que le Traité serait à l'ordre du jour des Présidences à venir. La Présidence autrichienne s'est efforcée de trouver un consensus entre les États membres sur la marche à suivre pour faire approuver le Traité – sans grand succès. La Présidence finlandaise doit maintenant prendre le relais. Les moyens concrets dont elle dispose pour ce faire restent toutefois fort limités puisque les conditions de la ratification dépendent des priorités nationales. À cet égard, les Présidences allemandes et portugaises pourraient être plus importantes puisque les élections en France et aux Pays-Bas auront lieu avant et pendant leurs mandats.

Le rôle que la Présidence pourrait être amenée à jouer en faveur du Traité constitutionnel a, en tout cas trouvé un écho dans l'attitude de la Finlande envers le Traité. A la suite des décisions prises au Conseil européen de juin 2005, le gouvernement finlandais avait décidé d'ajourner la ratification du Traité. A l'automne il a présenté au Parlement un livre blanc sur le Traité, dans le but de lancer le débat politique. Au cours du débat qui a suivi, le gouvernement, devant les pressions en faveur de la ratification, a finalement décidé en mai de déposer une motion en ce sens devant le Parlement. Il savait pouvoir compter sur un soutien parlementaire suffisant. Lors du vote sur le livre blanc, les membres des groupes SDP, KESK, KOK et SFP/RKP étaient presque unanimes dans leur soutien au Traité. Tout en se montrant favorables à la Constitution, les Verts s'opposèrent au livre blanc car ils réclament un référendum sur la question. Le gouvernement a annoncé qu'il entendait ratifier le Traité constitutionnel pendant le semestre de la Présidence.

L'élargissement de l'Union représente un autre problème essentiel pour la Présidence finlandaise. Cette question revêt un intérêt exceptionnel en Finlande, puisqu'il s'agit du dossier principal confié au Commissaire finlandais Olli Rehn. Pendant la Présidence finlandaise, l'UE devra décider de la date de l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie. L'UE poursuivra les négociations d'accession avec la Turquie et la Croatie et déterminera – sur la base d'un rapport de la Commission – l'aptitude de la Macédoine à entamer des négociations. Toutefois, jusqu'à présent, l'élargissement de l'Union n'a pas été sujet à controverse en Finlande ; le gouvernement a pu soutenir les décisions prises au niveau européen sans difficulté.

---

<sup>4</sup> [http://www.eu2006.fi/fr\\_FR/](http://www.eu2006.fi/fr_FR/)

### 3. RELATIONS EXTERIEURES DE L'UE ET LA PESD

Le dynamisme des relations extérieures de l'UE se retrouve en écho dans le programme de la Présidence finlandaise, qui comprend des sommets ou des rencontres interministérielles avec bon nombre de partenaires importants de l'Union, dont la Russie, les pays méditerranéens et les partenaires de l'ASEM. En plus du prolongement de ces dialogues, la Politique européenne de sécurité et de défense, qui n'en était qu'à ses premiers balbutiements lors de la Présidence précédente, a progressé et abouti à des actions concrètes.

Les relations européennes avec la Russie ont toujours retenu l'attention de la Finlande en raison de l'importance historique et géographique qu'a la première pour la seconde. Le gouvernement a rappelé le besoin d'une plus grande cohérence dans la politique euro-russe. Les bases juridiques et politiques des relations entre l'Europe et la Russie feront l'objet d'une attention particulière, et la préparation du remplacement de l'Accord de partenariat et de coopération (APC) se poursuivra, les prises de positions officielles de l'UE, voire un éventuel mandat de négociation, ne devant selon toute vraisemblance intervenir qu'en 2007.

Un des dossiers de la Présidence finlandaise précédente restera d'actualité pendant ce deuxième mandat : il faudra déterminer un nouveau cadre politique pour la Dimension nordique avant la fin de 2006, date à laquelle le programme actuel touchera à sa fin. La Dimension septentrionale a pour but d'assurer la sécurité et la stabilité dans les régions septentrionales de l'Union en même temps que d'y établir un environnement sûr, sain et accessible pour tous leurs habitants. Ce programme n'a pas la portée du partenariat Euro-Méditerranéen mais il n'en est pas moins perçu comme offrant aux États membres du nord de l'Union un instrument comparable pour régler les problèmes concernant leurs frontières.

Le dialogue ASEM est un terrain relativement nouveau pour la Finlande, qui, en tant que petit État, n'avait pas une politique asiatique très développée avant sa Présidence. Les sommets de l'ASEM sont néanmoins très suivis étant donné leur composition et les problèmes politiques qui ont récemment frappé le dialogue. Le sommet ASEM d'Helsinki devrait être consacré à l'évaluation des progrès du dialogue sur les dix dernières années et jauger ses perspectives. Dans ce but les Ministres des affaires étrangères de l'ASEM ont commandé à un institut de recherche finno-japonais une étude indépendante. La participation de la Birmanie est au centre d'une controverse politique qui en mine le fonctionnement depuis plusieurs années ; elle devrait encore peser sur le sommet d'Helsinki.

La PESD sera aussi un sujet important pendant la deuxième Présidence finlandaise, alors que l'Union vient d'entreprendre sa quatrième opération Militaire de gestion de crise, sous la forme d'une opération de soutien à la mission de l'Onu au Congo (MONUC) pendant les élections parlementaires et présidentielles. Un examen des capacités militaires et civiles européennes de gestion de crise sera aussi au programme de la Présidence car le nouveau catalogue des forces de l'Union sera terminé pendant le mandat finlandais. Son adoption donnera lieu à un examen des capacités que les États membres ont affectées aux opérations de l'UE. Ceci est d'autant plus important que la nouvelle Force de réaction rapide doit atteindre sa pleine capacité opérationnelle dès le début de 2007. Un processus similaire s'appliquera à la gestion civile des

crises, et une conférence prévue pendant la Présidence finlandaise évaluera l'état actuel des capacités.

#### 4. LES POLITIQUES INTERNES DE L'UE

Parmi la multitude de projets qui figurent au programme de la Présidence, la mise en œuvre de la Stratégie de Lisbonne vient en tête de liste des priorités finlandaises. Le gouvernement a souligné que bien que la plupart des mesures nécessaires à la réalisation de la stratégie dans ses objectifs clés, croissance et emploi, soient de la compétence des États membres, la stratégie de compétitivité doit rester prédominante dans l'Union. En ce qui concerne le renforcement des connaissances et compétences en tant que facteur de compétitivité, la Présidence finlandaise mettra en avant une politique d'innovation tous azimuts, embrassant technologie, éducation et financements. Les implications de la stratégie de Lisbonne seront au cœur de la réunion officieuse du Conseil européen prévue à Lahti en octobre.

L'action en matière de Liberté, Sécurité et Justice représente une autre priorité parmi les politiques internes de l'Union. Les fondements de la coopération actuelle dans ce domaine ont été établis sous la précédente Présidence finlandaise au Conseil européen de Tampere. Les questions de contrôle des frontières, l'harmonisation de la politique d'asile de l'Union, le combat contre la criminalité transnationale et le terrorisme, ainsi que les relations internationales de l'Union dans ce domaine figureront au premier plan de la seconde Présidence finlandaise.

La question de l'énergie apparaît dans différentes rubriques du programme, car elle a pris de l'importance aux yeux des Finlandais. Il faudra s'attaquer au marché intérieur de l'énergie, à la sécurité d'approvisionnement, à la durabilité des sources d'énergie, à la consommation et au nucléaire. L'Union poursuivra sa coopération et son dialogue sur les questions énergétiques avec la Russie, les pays du Sud-est européen et l'OPEP.

Arriver à un accord sur le règlement européen des produits chimiques REACH- (*Registration, Evaluation et Authorisation of Chemicals*) est une autre priorité nationale puisque l'Agence européenne des produits chimiques aura son siège en Finlande. Les questions de propriété intellectuelle auront aussi une position phare, la Finlande accueillera une conférence sur le thème d'une "politique des droits d'auteur et du Contenu", pour étudier de plus près les différents aspects de développement du marché et analyser les orientations prises dans des domaines comme l'audiovisuel, la culturel et les droits d'auteur.

# CONCLUSIONS

Les dix années expérience européenne de la Finlande ont fait de son appartenance à l'Union une affaire de routine. L'enthousiasme initial a fléchi, le parlementarisme finlandais a ajusté ses pratiques au style européen et même les craintes suscitées par les relations de l'UE avec la Russie s'estompent. La ligne politique finlandaise reste fidèle à ses principes de base, c'est à dire un engagement en faveur de l'intégration et de la méthode communautaire mais ces principes sont défendus plus discrètement que par le passé. L'indifférence des Finlandais envers les questions européennes est palpable, mais on n'y discerne jusqu'à présent rien qui signale qu'elle pourrait tourner à l'avantage des partis eurosceptiques. Simplement, la politique européenne ne figure pas au premier plan des préoccupations de la population.

La Présidence finlandaise de l'UE de 2006 ne tombe pas à un moment décisif pour les problèmes les plus épineux qui figurent au programme. Le Traité constitutionnel et l'élargissement de l'UE pourraient tous deux créer la surprise mais il est peu probable que la Présidence finlandaise ait à prendre des mesures dans ce domaine. Enfin, quant aux relations russo-européennes, la Finlande espère bien arriver au terme de cette Présidence dans des circonstances plus favorables aux relations russo-européennes que la précédente qui s'est terminée par des sanctions imposées par l'UE à son puissant voisin.

## Annexe : Le gouvernement Finlandais



Premier Ministre  
Matti Vanhanen



Ministre des Finances  
Eero Heinäluoma



Ministre des  
Affaires étrangères  
Erkki Tuomioja



Ministre du Commerce  
extérieur et du  
développement  
Paula Lehtomäki



Ministre de la Justice  
Leena Luhtanen



Ministre de  
l'Intérieur  
Kari Rajamäki



Ministre des Collectivités  
Hannes Manninen



Ministre de la Défense  
Seppo Kääriäinen



Ministre déléguée aux  
Finances  
Ulla-Maj Widenroos



Ministre de l'Éducation  
Antti Kalliomäki



Ministre de la Culture  
Tanja Saarela



Ministre de  
l'Agriculture et de  
l'économie forestière  
Juha Korkeaoja



Ministre des Transports  
et communications  
Susanna Huovinen



Ministre du Commerce  
et de l'industrie  
Mauri Pekkarinen



Ministre de la Santé  
et des affaires sociales  
Tuula Haatainen



Ministre de la Santé  
et des services sociaux  
Liisa Hyssälä



Ministre du Travail  
Tarja Filatov



Ministre de  
l'Environnement  
Jan-Erik Enestam

# Liste des Études et Recherches déjà parues

Disponibles sur le site Internet de Notre Europe

- Le système européen d'échange de quotas d'émissions de CO2  
Stephen Boucher, University of Columbia Workshop on EU ETS – Disponible en anglais (mai 2006)
- Quelle Europe en 2020 ? Contributions libres de douze intellectuels des nouveaux Etats membres  
Synthèse par Gaëtane Ricard-Nihoul, Paul Damm et Morgan Larhant – Disponible en anglais et français (juillet 2006)
- Rapport sur l'intégration européenne en Asie de l'Est : occasions présentées par une coopération économique avancée et obstacles prévisibles  
Héribert Dieter, Jean-Christophe Defraigne, Richard Higgott et Pascal Lamy – Disponible en anglais (janvier 2006).
- Un médiateur honnête en des temps difficiles : la présidence autrichienne de l'Union européenne  
Sonja Puntscher-Riekmann, Isabella Eiselt et Monika Mokre – Disponible en français, anglais et allemand (décembre 2005).
- Constitution européenne et délibération : l'exemple de *focus groups* délibératifs à la veille du référendum du 29 mai 2005  
Henri Monceau – Disponible en français et anglais (novembre 2005).
- Le « non » français du 29 mai 2005 : comprendre, agir  
Gaëtane Ricard-Nihoul – Disponible en français, anglais et allemand (octobre 2005).
- Pour un nouveau contrat social européen  
Marjorie Jouen et Catherine Palpant – Disponible en français et anglais (septembre 2005).
- La présidence britannique placée sous le signe de l'efficacité  
Anand Menon and Paul Riseborough – Disponible en anglais (juin 2005).
- Budget européen : le poison du juste retour  
Jacques Le Cacheux – Disponible en français et anglais (juin 2005).
- Vers un espace public européen ? Les élections européennes de juin 2004  
Céline Belot et Bruno Cautrès – Disponible en français uniquement (mai 2005).

- Pourquoi ils ont voulu l'Europe  
Jean-Louis Arnaud – Disponible en français uniquement (mai 2005).
- La ratification et la révision du traité établissant une Constitution pour l'Europe  
Henri Oberdorff – Disponible en français uniquement (avril 2005).
- Le Luxembourg aux commandes : expérience, détermination et abnégation  
Mario Hirsch – Disponible en français et anglais (décembre 2004).
- Moteur malgré tout : les relations franco -allemandes dans l'Union élargie  
Martin Koopmann – Disponible en français et anglais (novembre 2004).
- L'Europe et ses think tanks : un potentiel inaccompli  
Stephen Boucher, Benjamin Hobbs, Juliette Ebélé, Charlotte Laigle, Diego Cattaneo, Michele Poletto et Radoslaw Wegrzyn – Disponible en français et anglais (octobre 2004).
- La présidence néerlandaise en 2004  
Monica Sie Dhian Ho et Mendeltje Van Keulen – Disponible en français et anglais (juin 2004).
- Le regard des autres : le couple franco-allemand vu par ses partenaires  
Matt Browne, Carlos Closa, Søren Dosemrode, Franciszek Draus, Philippe de Schoutheete, Jeremy Shapiro – Disponible en français et anglais (avril 2004).
- L'Europe élargie peut-elle être un acteur international influent ?  
Franciszek Draus – Disponible en français uniquement (février 2004).
- Le Royaume -Uni et le traité constitutionnel européen : le pilotage par l'arrière  
Anand Menon – Disponible en français et anglais (janvier 2004).
- L'Irlande et l'Europe : continuité et changement, la présidence 2004  
Brigid Laffan – Disponible en français et anglais (décembre 2003).
- L'attitude des États-Unis envers l'Europe : un changement de paradigme ?  
Timo Behr – Disponible en français et anglais (novembre 2003).
- Dynamiser l'esprit de coopération euro-méditerranéen  
Bénédicte Suzan – Disponible en français uniquement (octobre 2003).
- L'Italie, l'Union Européenne et la présidence 2003  
Roberto Di Quirico – Disponible en français, anglais et italien (juillet 2003).
- Les attitudes des européens et les relations transatlantiques entre 2000 et 2003 : une vision analytique  
Anand Menon et Jonathan Lipkin – Disponible en français et anglais (mai 2003).

- Grands et petits États dans l'Union Européenne : réinventer l'équilibre  
Kalypso Nicolaïdis et Paul Magnette – Disponible en français et anglais (mai 2003).
- L'investissement direct vers les nouveaux États adhérents d'Europe centrale et orientale : ce que l'élargissement pourrait changer  
Bérénice Picciotto – Disponible en français et anglais (mai 2003).
- La nouvelle architecture de l'Union Européenne : une troisième voie franco – allemande ?  
Renaud Dehousse, Andreas Maurer, Jean Nestor, Jean-Louis Quermonne et Joachim Schild – Disponible en français et anglais (avril 2003).
- Un nouveau mécanisme de coopération renforcée pour l'Union Européenne élargie  
Eric Philippart – Disponible en français et anglais (mars 2003).
- La Grèce, l'Union Européenne et la présidence 2003  
George Pagoulatos – Disponible en français et anglais (décembre 2002).
- La question du gouvernement européen  
Jean-Louis Quermonne – Disponible en français et anglais (décembre 2002).
- Le Conseil européen  
Philippe de Schoutheete et Helen Wallace – Disponible en français et anglais (septembre 2002).
- Les Danois, l'Union Européenne et la prochaine présidence  
Søren Døsenrode – Disponible en français et anglais (juin 2002).
- Réformes sur la voie de la décentralisation pour trois pays d'Europe Centrale et Orientale candidats à l'adhésion, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque (1999-2001)  
Michal Illner – Disponible en français et en anglais (juin 2002).
- Les racines internes de la politique européenne de l'Espagne et la présidence espagnole en 2002  
Carlos Closa – Disponible en français, anglais et espagnol (décembre 2001).
- La Convention pour l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux : une méthode d'avenir ?  
Florence Deloche-Gaudez – Disponible en français et anglais (décembre 2001).
- L'approche fédérative de l'Union Européenne ou la quête d'un fédéralisme européen inédit  
Dusan Sidjanski - Disponible en français, anglais et allemand. (juillet 2001).

- La présidence belge 2001  
Lieven de Winter et Huri Türsan – Disponible en français et anglais (juin 2001).
- Le débat suédois sur l'Europe  
Olof Petersson – Disponible en français, anglais et suédois (décembre 2000).
- Un élargissement pas comme les autres ... Réflexions sur les spécificités des pays candidats d'Europe Centrale et Orientale  
Franciszek Drais – Disponible en français, anglais et allemand (novembre 2000).
- Les Français et l'Europe, l'état du débat européen en France à l'ouverture de la présidence française  
Jean-Louis Arnaud – Disponible en français, anglais et allemand (juillet 2000).
- Portugal 2000 : la voie européenne  
Alvaro de Vasconcelos – Disponible en français, anglais et portugais (janvier 2000).
- Le débat intellectuel finlandais sur l'Union Européenne  
Esa Stenberg – Disponible en français, anglais et finlandais (août 1999).
- Le système de la réserve fédérale américaine : fonctionnement et accountability  
Axel Krause – Disponible en français, anglais et allemand (avril 1999).
- Réussir l'Union Économique et Monétaire  
Partenariat Notre Europe – Centro Europa Ricerche – Disponible en français, anglais, allemand et italien (mars 1999).
- Le débat intellectuel sur l'Europe au Royaume –Uni  
Stephen George – Disponible en français, anglais et allemand (octobre 1998).
- Le Royaume -Uni dans l'Europe de demain  
Centre for European Reform, Lionel Barber – Disponible en français, anglais et allemand (avril 1998).
- L'Europe sociale. Historique et état des lieux  
Jean-Louis. Arnaud – Disponible en français et anglais (juillet 1997).
- Les coopérations renforcées : une fausse bonne idée ?  
Françoise de la Serre et Helen Wallace – Disponible en français et en anglais (septembre 97).
- Déficit de croissance et chômage : le coût de la non-coopération  
Pierre-Alain Muet – Disponible en français, anglais et allemand (avril 1997).

Etude disponible en français et anglais sur le site <http://www.notre-europe.asso.fr>



Education & culture

Avec le soutien de la Commission européenne : soutien aux entités actives au niveau européen dans le domaine de la citoyenneté européenne active.

La Commission européenne et Notre Europe ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le texte.

La reproduction est autorisée moyennant mention de la source.

© Notre Europe, juillet 2006